

Les Professionnelles En Environnement soutiennent l'initiative Multinationales responsables

Les Professionnelles En Environnement ffu-pee sont une organisation qui, conformément à ses statuts, s'engage pour la promotion professionnelle des femmes dans le domaine de l'environnement, ainsi que pour la protection de l'environnement et la mise en œuvre des principes écologiques.

Dans ce contexte, le comité directeur des ffu-pee a traité de l'initiative Multinationales responsables et s'est prononcé en faveur d'un soutien à celle-ci. Les membres de l'association ont été consultés sur leur position par rapport à l'initiative. Sur environ 1150 membres interrogés, 244 Professionnelles En Environnement se sont exprimées. Par 241 voix pour le soutien à l'initiative contre seulement 3 contre, les membres de l'association ont dit oui à près de 99 % à cette proposition.

Selon les ffu-pee, les arguments suivants parlent en faveur d'un soutien à l'initiative Multinationales responsables :

- Le souhait que les entreprises suisses s'engagent globalement pour un environnement intact, le respect des droits humains, et à travers cela pour un monde durable, et qu'elles prennent leurs responsabilités pour leurs activités à l'étranger correspond parfaitement aux valeurs fondamentales des ffu-pee.
- Les femmes et les jeunes filles sont affectées par la dégradation de l'environnement et les violations des droits humains. Cela devient évident lorsqu'on pense à la répartition des rôles sociaux dans les pays et les régions touchées. La plupart du temps ce sont les femmes qui sont responsables de l'alimentation et de la santé de leur famille, et donc de l'accès à l'eau potable et à des aliments sains. Ce faisant la dégradation des conditions environnementales a des impacts concrets sur la vie quotidienne des femmes.
- Les ffu-pee s'engagent pour l'amélioration des conditions de travail des femmes. L'exemple de l'industrie textile globalisée montre que les femmes du monde entier souffrent en particulier de conditions de travail non conformes.
- Enfin, la volonté des entreprises multinationales d'assumer leurs responsabilités en matière d'environnement, de droits de l'homme et, en particulier, de droits des femmes, pourrait également être influencée positivement par une proportion plus élevée de femmes dans les conseils d'administration. Ainsi, les préoccupations de l'initiative rejoignent notre engagement en faveur d'une répartition équilibrée des sexes dans tous les domaines professionnels et à tous les niveaux hiérarchiques.

Bâle, août 2018